



***Décision relative à un projet relevant d'un examen au cas par cas
en application de l'article R122-3 du code de l'environnement***

○

Création d'une desserte forestière en forêt de Cirey sur Blaise (52)

***Le préfet de la région Grand Est
préfet de la zone de défense et de sécurité Est
préfet du Bas-Rhin***

- Vu** la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L122-1, R122-2, R122-3 et R122- 3-1 ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret du 19 novembre 2025 portant nomination de M. Amaury DE SAINT-QUENTIN, préfet de la région Grand Est, préfet de la zone de défense et de sécurité Est, préfet du Bas-Rhin ;
- Vu** l'arrêté du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la demande d'examen au cas par cas, en application de l'article R122-3-1 du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral N°2025/529 du 1er décembre 2025 portant délégation de signature à M. Marc HOELTZEL, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand Est ;
- Vu** l'arrêté DREAL-SG-2025-72 en date du 31 mars 2026 portant subdélégation de signature de M. Marc HOELTZEL, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand Est en faveur de M. Philippe LAMBALIEU, chef du service Évaluation Environnementale, de son adjoint M. Hugues TINGUY et de Mme Christelle MEIRISONNE, adjointe au chef de pôle Projets ;
- Vu** le dossier de demande d'examen au cas par cas présenté par le maître d'ouvrage «GPT FOREST DOMAINE DE CIREY SUR BLAISE », reçu le 22 avril 2026, complété le 5 juin 2026 relatif au projet de création d'une desserte forestière en forêt de Cirey sur Blaise (52) ;
- Vu** la consultation de l'Agence Régionale de Santé en date du 23 avril 2026 ;

Considérant la nature du projet :

- qui relève de la rubrique n°6 b de la nomenclature annexée à l'article R122-2 du code de l'environnement « Infrastructures routières - Construction d'autres voies non mentionnées au a) mobilisant des techniques de stabilisation des sols et d'une longueur supérieure à 3 km. ».
- qui consiste en la création d'une route forestière comprenant :
 - deux tronçons de 1528 ml et 2014 ml) sur une emprise de 10m de large avec mise en place de blocage calcaire sur 40cm d'épaisseur moyenne issu des zones d'emprunts ;
 - 4 places de retournement (228 m2 chacune).
- qui est destiné :
 - à desservir un massif forestier de 483 ha qui ne comporte actuellement aucune infrastructure de desserte ;
 - à mettre en œuvre une sylviculture mélangée à couvert continu prévue au Plan Simple de Gestion (n° 52-0583-3 agréée par le CNPF GRAND EST le 10/11/2022). L'objectif est une production continue de bois d'œuvre de qualité en hêtre, chêne et divers (érable champêtre, alisier torminal, cormier, fruitiers sauvages, ...) sous la forme d'une futaie irrégulière.
 - à rendre accessible un massif de 483 ha sur plateaux calcaires aux services de la DFCI.

Considérant la localisation du projet :

- Bois d'Esnouveaux et bois Gendarme - parcelles 63 à 78 à Cirey sur Blaise (52) ;
- en dehors d'un zonage environnemental caractéristique d'une sensibilité particulière.

Considérant les caractéristiques des impacts du projet sur le milieu et la santé publique ainsi que les mesures et caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire leurs effets :

- les travaux d'abattage d'arbres ou de haies devront se faire en dehors de la période de nidification qui s'étend approximativement du 16 mars au 15 août afin de ne pas porter atteinte aux espèces protégées et leur aire de reproduction éventuellement présentes ;

CONSIDÉRANT qu'au regard des éléments fournis par le pétitionnaire et sous réserve du respect de ses engagements et obligations le projet n'est pas susceptible de présenter des impacts notables sur l'environnement et la santé qui nécessiteraient la réalisation d'une étude d'impact ;

D É C I D E :

Article 1er : En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet de création d'une desserte forestière en forêt de Cirey sur Blaise (52), présenté par le maître d'ouvrage « GPT FOREST DOMAINE DE CIREY SUR BLAISE », n'est pas soumis à évaluation environnementale

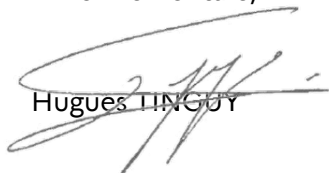
Article 2 : La présente décision, délivrée en application de l'article R122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3 : L'autorité décisionnaire est chargée de vérifier au stade de l'autorisation que le projet présenté correspond aux caractéristiques et mesures qui ont justifié la présente décision.

Article 4 : La présente décision sera publiée sur le Portail National de l'Évaluation Environnementale.

Fait à Strasbourg, le 25 juin 2026

Pour le Directeur Régional de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de la région Grand Est,
et par délégation,
l'adjoint au chef du service Évaluation
Environnementale,


Hugues LINGUY

Voies et délais de recours

1) Un recours administratif préalable est obligatoire avant le recours contentieux. Il doit être formé dans le délai de deux mois suivant la notification de la décision ou sa publication sur le portail de dématérialisation des demandes d'examen au cas par cas.

En cas de décision implicite, le recours doit être formé dans le délai de deux mois suivant la publication du formulaire de demande accompagné de la mention du caractère tacite de la décision.

Le recours administratif doit être déposé sur le portail de dématérialisation des demandes d'examen au cas par cas ou adressé à Monsieur le préfet de région - Préfecture de la région Grand Est - 5 place de la République - BP 87031 - 67073 STRASBOURG cedex

Il peut aussi être adressé un recours hiérarchique au supérieur hiérarchique de l'auteur de la décision : Madame la Ministre en charge de l'Environnement - 246, bd Saint Germain - 75007 PARIS.

L'absence de réponse au recours administratif à l'issue d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet du recours.

2) Le recours contentieux doit être formé dans le délai de deux mois à compter de la réception de la décision de rejet du recours administratif ou dans le délai de deux mois à compter de la décision implicite de rejet du recours administratif.

Le recours contentieux doit être déposé devant le tribunal administratif de Strasbourg sur le site www.telerecours.fr.